



## Prix de l'Excellence en journalisme Les candidatures sont ouvertes

Le Conseiller culturel et de presse, Alexander Hunt, a annoncé jeudi, 30 novembre 2023, l'ouverture des dossiers de candidature pour le *Prix d'Excellence du journalisme de l'ambassade des États-Unis en Guinée*. Page 6



## Prix Découvertes RFI 2023 Queen Rima parmi les dix finalistes

Jusqu'au 11 décembre, elle appelle à voter sur [Prixdecouverte.com](http://Prixdecouverte.com) pour lui donner la chance d'être lauréate. Page 8

# le populaire

édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°904 • LUNDI 4 DÉCEMBRE 2023 • 3000 FG • [www.lepopulaireguinee.com](http://www.lepopulaireguinee.com) • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

VITE DIT ...

## Echouer dans notre devoir de sauver la transition ?

Page 4



## Cellou Dalein Diallo sera-t-il face à une commission rogatoire ou d'une commission d'inculpation ?

Page 2

## Célébration de la journée mondiale de lutte contre le sida couplée avec le lancement de la fondation Solid'Air



# Appuyer le leadership des communautés

La célébration de la 35e journée mondiale de lutte contre le sida couplée avec le lancement de la fondation Solid'Air, a eu lieu le vendredi, 1er décembre 2023, à Conakry sous le thème « *Laisser la communauté diriger* ». Pages 4&5

## Crime économique L'ex-ministre Mamadi Camara comparait devant la CRIEF

Déjà placé sous contrôle judiciaire, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances, Mamadi Camara, comparait devant la CRIEF ce lundi. Page 5



## L'Ukraine : la préparation de la capitulation

Cette semaine, le Président du CCIE ([www.ccie.eu](http://www.ccie.eu)), Oleg Nesterenko rappelle ce qu'il a déjà mentionné comme « *éléments constitutifs de la future défaite de Kiev* » pour analyser « *la capitulation* » de l'Ukraine « *et le transfert des responsabilités* ». Pages 10,11&12



## Confidences PUBLIQUES

### Le stade annexe Petit Sory de Nongo en extension

Pour cause de travaux d'extension, le stade Petit Sory situé au stade de Nongo, ne peut accueillir d'événements culturels et sportifs durant ce mois de décembre qui constitue la période idéale pour organiser des animations conviviales et chaleureuses.

### Les garnisons de Mamou, Koundara, Mali et Mandiana ont un nouveau commandant

Ce mardi 28 novembre, le président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya a procédé à la nomination quelques officiers supérieurs à des postes de commandement. Ce sont : Bataillon Autonome de Mamou, Commandant du Bataillon, Colonel Mamadi 2 Touré, précédemment en service au Bataillon Spécial de Conakry (BSC), en remplacement du Lieutenant-colonel Daouda Fofana, admis à faire valoir ses droits à la retraite. Bataillon d'Infanterie de Koundara, Commandant Adjoint du Bataillon, Lieutenant-Colonel Baïlo Diallo, précédemment Commandant du Groupement d'Intervention Rapide (GIR) en remplacement du Colonel Mamadouba Ibrahim Camara, admis à faire valoir ses droits à la retraite. Bataillon d'Infanterie de Mali, Commandant du Bataillon, Colonel Alsény Touré, précédemment Commandant du Bataillon Gangan 9, en remplacement du Colonel N'Fassery Pivi, admis à faire valoir ses droits à la retraite. Bataillon d'Infanterie de Mandiana, Commandant Adjoint du Bataillon, Lieutenant-Colonel Aly Traoré, précédemment Commandant Adjoint de la Compagnie d'Infanterie de Diéké en remplacement du Commandant Mohamed Lamine Camara mis à la disposition à l'état-major général des armées.

# Libre Tribune/ Par Saliou Bobo Taran Diallo, Avocat à Paris Cellou Dalein Diallo sera-t-il face à une commission rogatoire ou d'une commission d'inculpation ?

**E**liminer l'un des potentiels candidats à la probable élection présidentielle en Guinée est un défi préoccupant pour le CNRD qui pense avoir en main un solide grief contre Cellou Dalein Diallo. En l'espèce, trente-et-un ans après la privatisation de la Compagnie nationale Air-Guinée, cette affaire constitue toujours une épée de Damoclès au-dessus de la tête de Cellou Dalein Diallo. On comprend encore mieux le but et l'objectif de cette commission rogatoire fraîchement créée par le Garde des Sceaux.

Or, en France le 29 novembre 2023, l'actuel ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti inculpé pour prise illégale d'intérêts et ayant reconnu l'élément matériel de la faute, a été relaxé par la Cour de Justice de la République. Par contre, en Guinée Cellou Dalein Diallo n'a pas fauté ; mais il doit être déclaré mordicus coupable. C'est le sens de la déclaration du ministre guinéen de la Justice Alphonse Charles Wright sur la presse nationale.

De ce fait, cette commission rogatoire, initiée par le ministre et par le CNRD, n'a rien de rogatoire ; c'est une commission d'inculpation et de culpabilité.

En l'espèce, Cellou Dalein Diallo est en droit de ne pas accepter les audiences, ni se



Saliou Bobo Taran Diallo, docteur en droit, avocat au Barreau de Paris (© DR)



prêter aux interrogatoires de cette commission rogatoire. Il ne pourra rien dire qui puisse le disculper et/ou l'innocenter face à l'acharnement conjoint de la CRIEF et du CNRD.

L'éminent confrère, Maître Amadou Diallo, a tout expliqué pour mettre en relief l'innocence du Président Cellou Dalein. Mais devant l'instrumentalisation de la justice qui est une forme de délinquance judiciaire, le droit enlève et laisse place à la politique.

La justice guinéenne à l'inspiration du CNRD doit savoir qu'elle ne peut vouloir une chose et son contraire : à savoir,

organiser l'exil de Cellou Dalein et le poursuivre à l'étranger par une pseudo commission rogatoire. Celle-ci n'a rien de juridictionnel ; elle est essentiellement un outil de règlement politique au service d'un long harcèlement judiciaire et d'une chasse aux sorcières en vue de future élection présidentielle dont il convient de garantir le résultat à l'avance.

En tout état de cause, personne n'est plus dupe, car selon l'adage, même le petit poisson devenu cible adulte est convaincu que le pêcheur acharné ne vient pas pour le sauver de la noyade ! La démolition du

domicile privé de Monsieur Cellou Dalein Diallo en dit très long quant à l'indépendance et l'impartialité de la justice guinéenne.

Vouloir disqualifier le potentiel candidat, en le condamnant par contumace, c'est l'objectif assigné à la CRIEF par le CNRD. D'où l'urgence d'une prise de conscience collective du délire institutionnel dans lequel vit notre pays actuellement.

Affaire à suivre. ■

Par Saliou Bobo Taran Diallo,  
Docteur en droit, avocat au  
Barreau de Paris

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02

Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896

lepopulaireconakry@gmail.com

Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry  
www.lepopulaireguinee.com

Compte Ecobank n°0010224601987501  
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE  
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896  
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER  
Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre  
+224 625 73 93 96

TIRAGE 1 500 exemplaires

VG  
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04

00224 628 32 85 65

00224 656 27 36 91

contact@visionguinee.info

Siège social: 2e étage  
immeuble radio Tamata  
Fm, Koloma Marché,  
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL  
L'information Libre et indépendante  
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com

+224 625 130 505

+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*  
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

VERITE224  
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com  
Toutes les infos en direct  
sur la Guinée

Libre Tribune/ Par Macky Sall et Ousmane Diagana

# Electrifier l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour un avenir plus lumineux

**S**i le niveau d'électrification du Sénégal est l'un des plus élevés d'Afrique de l'Ouest avec un taux d'accès de 80 %, de nombreux pays du continent font face à une véritable crise énergétique.

En effet, 220 millions de personnes – soit près de la moitié de la population de la région – n'ont pas accès à l'électricité, limitant ainsi leur capacité d'entreprendre ou d'accéder à des services d'éducation et de santé adéquats. Pour atteindre l'accès universel à l'électricité, le rythme d'électrification en Afrique de l'Ouest et du Centre doit tripler d'ici à 2030.

L'accès à une énergie abordable, fiable et durable constitue une condition essentielle pour améliorer la qualité de vie de chacun et aussi une nécessité pour transformer le continent. La bonne nouvelle, c'est la révolution amorcée dans le domaine de l'accès à l'énergie hors réseau dans nos pays. Lors de l'Appel à l'action de Dakar du 7 juillet 2022 à l'occasion de l'IDA 20, les dirigeants africains ont exprimé un engagement fort en faveur de l'accès universel à l'énergie et ont rappelé l'importance d'une transition juste et équitable pour le continent. Dans ce contexte, les pays africains comptent utiliser notamment leurs ressources en gaz naturel comme énergie de transition pour atteindre les objectifs d'accès universel à l'électricité à moindre coût tout en facilitant la création d'emplois.

Avec un pétrole à prix élevé, l'Afrique reste dépendante des énergies fossiles surtout que les subventions aux carburants ont fortement augmenté, pesant lourdement sur le budget des Etats. La mauvaise qualité de la fourniture d'énergie figure en tête des préoccupations en matière d'évaluation du climat d'investissement et entrave la numérisation des économies. Le

doublément des financements annuels de la Banque mondiale dans le secteur de l'énergie au cours des trois dernières années a permis des améliorations significatives dans les états fragiles.

Par exemple, en République centrafricaine (RCA), un nouveau parc solaire de 25 Mégawatts avec batterie de stockage alimentera en électricité 250 000 personnes, doublant sa capacité de génération électrique. Ce parc solaire remplacera plus de 90% de l'énergie actuellement générée par diesel, représentant une économie annuelle de 4 millions de dollars en coûts de combustibles pour le gouvernement. La mise en service d'une centrale solaire de cette envergure en RCA, ainsi que de cinq mini-réseaux et de l'électrification de plus de 600 écoles et hôpitaux ainsi que de 50% des foyers d'ici 2030, est source d'espoir pour d'autres pays.

Un autre exemple d'investissement à grande échelle dans le solaire, à savoir le projet régional d'intervention urgente dans le secteur de l'énergie solaire, propose un modèle d'appel d'offres concurrentielles pour augmenter l'accès à l'électricité pour des millions de consommateurs au Tchad, Liberia, Sierra Leone et au Togo, en stimulant la capacité énergétique renouvelable connectée au réseau, ainsi que la transmission et les interconnexions régionales.

Atteindre un accès universel à l'électricité en Afrique subsaharienne nécessitera plus de 200

milliards de dollars de financements avec un rôle essentiel de l'investissement privé. Pour y parvenir il est impératif de renforcer les cadres réglementaires et de développer des compagnies d'électricité financièrement solides.

Au Nigéria, la plateforme DARES (Distributed Access through Renewable Energy Scale-Up Nigeria) vise à étendre l'accès en développant les énergies renouvelables, tout en levant plus d'un milliard de dollars de financement privé pour donner accès à l'électricité à plus de 15 millions de personnes.

Le Sénégal quant à lui a signé en juin 2023 avec ses partenaires, notamment l'Allemagne, le Canada, la France, le Royaume Uni et l'UE un Just Energy Transition Partnership (JETP), au titre duquel le pays s'est engagé à porter de 31 à 40% la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2030 avec l'accompagnement des partenaires (mobilisation de 2,5 milliards d'euros en financements nouveaux et additionnels sur une période initiale de 3 à 5 ans).

Parmi ces projets, celui relatif à l'extension de l'accès à l'énergie permet au pays d'améliorer la résilience des infrastructures publiques essentielles, telles que les écoles et les centres de santé, ainsi que de développer les petites et moyennes entreprises en les connectant au réseau, ou à des centrales solaires off-grid.

Par ailleurs, le pays progresse

dans la mobilisation des financements des secteurs public et privé pour soutenir ses objectifs d'expansion d'accès à l'énergie. Des investissements supplémentaires se concentrent à présent sur la réduction des écarts et le raccordement de tous au réseau.

Faciliter le commerce de l'énergie au niveau régional pour faire baisser les coûts et offrir un accès plus large et plus fiable constitue une priorité. A cet égard il faut saluer le lancement réussi de l'interconnexion des réseaux électriques de 14 de ses 15 pays membres de la CEDEAO, une initiative comportant de nombreux avantages dans le cadre du système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA). La Guinée-Bissau devrait rejoindre prochainement cette interconnexion pour en tirer les avantages en termes d'accès à une énergie régulière et fiable.

L'accès universel à une énergie abordable est essentiel pour améliorer les conditions de vie des populations africaines et faciliter davantage le fonctionnement des services sociaux. Il est indispensable pour la transformation structurelle des économies, stimulant ainsi la compétitivité et la création d'emplois. L'utilisation appropriée de l'expertise et des ressources de la Banque mondiale dans le cadre d'une coopération élargie aux institutions bilatérales et multilatérales en collaboration étroite avec les pays de la sous-région constitue un gage pour l'électrification accélérée de notre continent – un message important à la veille de la COP28. ■

Par Macky Sall, président de la République du Sénégal et Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Macky Sall et Ousmane Diagana. (© Photomontage)

## Ils ont dit



**Ousmane Gaoual Diallo, Porteparole du gouvernement et ministre des Postes, télécommunications et de l'économie numérique, le vendredi 1er novembre 2023, sur sa déclaration selon laquelle «L'internet n'est pas un droit. Ce n'est pas coupé, ça marche. Notre pays n'est relié que par un seul câble sous-marin», faite le jeudi 30 novembre 2023 :** «L'accès à Internet est un service. Cela diffère des droits fondamentaux, qui sont généralement considérés comme inhérents à chaque personne. Je comprends l'importance de l'accès à Internet et son impact sur nos vies, y compris l'utilisation des réseaux sociaux. Certains considèrent cela comme essentiel à la liberté d'expression et à l'épanouissement individuel. Toutefois, assurons-nous que les droits de chacun soient respectés, préservant ainsi l'intégrité de ce réseau mondial en tant qu'espace de liberté et de respect. Engageons-nous à explorer ensemble les complexités juridiques et technologiques qui l'accompagnent en évitant tout dévoiement vers des propagandes ou interprétations hâtives.»



**Umaro Sissoco Embaló, président de la Guinée Bissau, le samedi 2 décembre 2023, sur TV5 à propos de la tentative de coup d'Etat dans son pays:** «J'étais à Dubaï (capitale des Emirats Arabes Unis) où j'ai pris part à la COP 28. Je ne pouvais pas rentrer à cause de la tentative de coup d'Etat. Je tiens à vous dire que cet acte aura des conséquences graves.»

Guinea News

www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique en Guinée et dans certains pays francophones d'Afrique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahim Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

Afriquotidien.com

www.afriquotidien.com

Site web d'informations générales et d'analyses basé en Guinée.  
info@afriquotidien.com  
Service commercial : +224 620 56 67 45.

LoupeGuinee.com

www.loupeguinee.com

L'info dans toute sa dimension  
Site d'informations générales  
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02  
onetopic84@gmail.com

MEDIA GUINEE.com

www.mediaguinee.org

Site d'informations générales fondé en 2010.  
Adresse: Bonfi - Conakry  
+224 622 29 05 65  
mediaguinee@gmail.com

www.focusguinee.info

FOCUS GUINEE

Site d'informations  
Générales et d'Analyses

CONAKRY LIVE

www.conakrylive.info  
Site d'informations, d'investigations  
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info

wondima.com

Lisez et faites lire

www.wondima.com

Guinée28.info

Lansanaya barrage, Matoto, Conakry.  
+224 624249398 – 656924162 – 666392909  
Email : alfaguinee28@gmail.com  
Facebook: https://www.facebook.com/Guinee28

www.guinee28.info

## Vite dit ...

Echouer dans notre devoir de sauver la transition ?

L'horizon semble bouché par le fait des adversaires du retour à la démocratie mais nous ne pouvons ni ne devons échouer dans notre devoir de sauver la transition. Nous sommes en décembre. Nous n'avons plus que les douze mois de l'an 2024 pour passer de ce régime d'exception à un régime issu d'élection présidentielle. Notre vœu est qu'elle soit inclusive, ouverte à la participation des filles et fils de ce pays ayant l'ambition de promouvoir une gouvernance vertueuse de la chose publique et surtout respectueuse des droits consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour relever ce défi et réaliser la volonté de nos concitoyens et tous nos voisins, nous n'avons pas à nous fixer sur les occasions manquées au cours des onze mois passés, nos ratés en termes de devoir et de transparence dans la réalisation de notre propre chronogramme à l'égard de nos partenaires et soutiens des pays gouvernés par des principes de droit et dotés d'une forte tradition en matière d'institutions démocratiques, et tous nos échecs dans l'application des recommandations issues du dialogue inter-guinéen avec la fameuse médiation de la Cédéao - bien évidemment sans la participation des acteurs principaux de l'arène politique. Tous ensemble, croyants, athées ou autres, il s'agit là d'une question d'intérêt national exigeant l'apport de chacun d'entre nous, et nous commandant de ne pas laisser les arrivistes, les cireurs de bottes, les politiciens ventripotents, et les irresponsables grilleurs d'arachides obstruer cette voie heureusement prévue par la Charte de la transition en vigueur. J'ai dit. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

## Célébration de la journée mondiale de lutte contre le sida couplée avec le lancement de la fondation Solid'Air Appuyer le leadership des communautés pour mettre fin au Vih/Sida en Guinée

La célébration de la 35e journée mondiale de lutte contre le sida couplée avec le lancement de la fondation **Solid'Air**, a eu lieu le vendredi, 1er décembre 2023, à Conakry sous le thème « *Laisser la communauté diriger* ».

La 35e journée de célébration est placée sous la présidence de la Première Dame de la République, Mme Lauriane Doumbouya présidente de la fondation **Solid'Air** qui lance officiellement ses activités ce 1er décembre 2023. L'événement est marqué par des discours de vérité et de plaidoyers.

Le Secrétaire exécutif du Cnls (Comité national de lutte contre le Sida), Dr Abass Diakité, déclare que « la journée mondiale est consacrée à l'information et

à la sensibilisation sur la pandémie du Vih/Sida. Elle offre également l'occasion aux autorités, acteurs et partenaires de la riposte au Vih/Sida de manifester leur engagement en faveur du combat contre le sida. »

Le thème « *Laisser la communauté diriger* » est, dit-il, défini par l'Onusida, le Programme commun des Nations Unies sur le Vih/Sida. Son choix « n'est pas fortuit, indique Dr Diakité. Il nous interpelle à agir ensemble et nous incite tous à œuvrer en faveur des actions concrètes qui



Dr Abass Diakité, Secrétaire exécutif du Cnls: « nous avons besoin de la participation communautaire pour atteindre nos objectifs. » (© Le Populaire)

ont fait leurs preuves. Il s'inscrit également dans le cadre du rôle important que jouent les organisations communautaires dans la lutte contre le sida. Aujourd'hui, nul n'ignore que pour construire une société plus saine et plus résiliente, nous avons besoin de la participation

communautaire pour atteindre nos objectifs. Il est donc urgent de leur mobiliser davantage afin de lever cette barrière qui empêche d'apporter les services nécessaires à la prévention et au dépistage. »

Suite à la page 5

**620 832 972 / 655 400 400**  
**Améliorant Pour La Panification**



Le Directeur-pays de l'Onusida évoque les progrès réalisés dans cinq pays africains dont le Botswana, l'Eswatini, la Tanzanie, le Rwanda et le Zimbabwe qui «ont déjà atteint les objectifs des trois 95, la dernière étape avant la déclaration de la fin de l'épidémie». (© Le Populaire)

**Suite de la page 4**

Les statistiques de la lutte contre la maladie montrent une prévalence de 1.5% au sein de la population générale. Les femmes restent les plus touchées avec un taux de 2.1% contre 1.2% chez les hommes. Selon les déclarations de Dr Diakité, la gratuité des soins et de suivi biologique a été instaurée. Ce qui a favorisé l'accès d'un grand nombre des populations aux services de prévention, dépistage et du traitement. Le nombre estimé de personnes vivant avec le VIH en Guinée est à 126 134 personnes. Celui de patients sous traitement antirétroviral est passé de 51 406 en 2021 à plus 88 000 au premier semestre de 2023, La lutte continue.

En 2016, la prévalence nationale était de 1.7%. Depuis 2018, elle reste maintenue à 1.5%. La prévalence du VIH chez les populations clés c'est-à-dire les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes est passée de 11,4% en 2018 à 9,8% au premier semestre de 2023; chez les professionnelles de sexe elle est passée de 10,7% en 2018 à 4,9% au premier semestre de 2023. Chez les femmes enceintes elle est passée de 1,9% en 2021 à 1,5% au premier semestre de 2023 soit 2780 testées positives et 2740 sous ARV. Chez la population carcérale elle reste maintenue à 2,3%, les miniers 1,4%; les Hommes en uniformes 3,5%, les pêcheurs 3,9%, les personnes vivant avec handicap 2,1% et les routiers 2,3%. A date le nombre de sites CDV est passé de 130 en 2021 à 270 au premier semestre de 2023. Le nombre de site PTME a considérablement augmenté en passant de 482 en 2021 à 540 au premier semestre de 2023. Le nombre de site

deprive en charge est passé de 142 en 2021 à 220 au premier semestre 2023. Le nombre de nouvelles infections a connu une baisse en passant de 2300 en 2018 à 1400 en 2022. Le nombre de décès attribuable au VIH/Sida a également connu une baisse en passant de 4700 en 2018 à 3546 en 2022. Avec de type de prévalence d'1,5% pour ceux de la population générale, les femmes restent les plus touchées avec un taux

de 2,5% contre un taux de 1,2% chez les hommes.

**Mettre fin au Vih/Sida en Guinée**

Le Directeur-pays de l'Onusida, Dr Job Sagbohan, cite le rapport mondial 2023 de son institution pour faire noter que le choix du thème de cette année n'est pas fortuit. «Ce rapport fait reconnaître que la grande ma-

jeurité des progrès réalisés aux cours des 40 dernières années dans la lutte contre la pandémie de VIH est due aux efforts des organisations communautaires. Malheureusement, déclare Dr Sagbohan, ces efforts ne sont pas toujours reconnus et capitalisés, et surtout ne bénéficient pas d'un financement adéquat. Parfois les déclarations des communautaires sont considérées comme des dénégations. Cette Journée mondiale de lutte contre le sida, organisée chaque année à la même date, est bien plus qu'une célébration des réalisations communautaires. C'est un appel à soutenir leur leadership et libérer tout leur potentiel pour mettre fin au sida.» en Guinée et dans tous les autres pays du monde.

Le Directeur-pays de l'Onusida évoque les progrès réalisés dans cinq pays africains dont le Botswana, l'Eswatini, la Tanzanie, le Rwanda et le Zimbabwe qui «ont déjà atteint les objectifs des trois 95, la dernière étape avant la déclaration de la fin de l'épidémie» pour annoncer que «18 autres pays dans le monde dont 8 en Afrique sont aussi sur cette voie».

Dr Job Sagbohan affirme avec force qu'il «est aussi donc possible de mettre fin à cette pandémie dans notre pays, la République de Guinée».

**Ambassadrice de bonne volonté**

L'Onusien profite de l'occasion du lancement des activités de la fondation Solid'Air pour dire qu'elle sera «sollicitée à jouer un rôle remarquable pour faire avancer l'agenda de la lutte contre le Sida dans notre pays». Dr Job Sagbohan voudrait même que le leadership et les actions de la Première dame de la République, Mme Lauriane Darboux-Doumbouya, lui «confèrent le titre honorifique d'ambassadrice de bonne volonté pour la prévention de la transmission du Vih de la mère à l'enfant en Guinée».

Le Premier ministre, Dr Bernard Goumou, est le Président du Cnls. Il déclare qu' «il est crucial que les stratégies de prévention et de la prise en charge mise en place deviennent des éléments essentiels d'administration des soins afin d'inverser la tendance évolutive du VIH et être au rendez-vous de l'Onusida celui de mettre fin au sida d'ici à l'horizon 2030.»

Dr Goumou dit qu'il fait sien «le vibrant appel du Secrétaire exécutif du Cnls, Dr Abass Diakité, à œuvrer de façon déterminée pour améliorer les conditions de vie des personnes infectées et affectées par le VIH/ Sida pour les quelles nous renouvelons notre soutien total.» ■

Par Mamadou Saliou Barry

## En bref

### DIPLOMATIE

**L'ancien ministre Me Alain M. Koné devient ambassadeur en Afrique du Sud**



L'ancien ministre Me Alain Moriba Koné. (© Le Populaire)

L'imogé le 12 juillet 2022, l'ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des droits de l'homme, Me Alain Moriba Koné a été nommé le 28 novembre 2023 ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée en Afrique du Sud. Le 10 novembre 2021, il devient Secrétaire général du Ministère de la Justice. Me Koné succède à la Garde des Sceaux, Fatoumata Yarie Soumah le 31 décembre 2021. ■

### CRIME ÉCONOMIQUE

**L'ex-ministre des Finances, Mamadi Camara comparait devant la CRIEF**



Mamadi Camara, ancien ministre des Finances. (© DR)

Ancien ministre de l'Economie et des Finances, Mamadi Camara, comparait devant la CRIEF ce lundi 4 décembre 2023. Déjà placé sous contrôle judiciaire, M. Camara se présente devant la chambre de jugement de la CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières) pour répondre de faits présumés de «détournement de deniers publics, corruption, blanchiment de capitaux et d'enrichissement illicite». ■



Le leadership et les actions de la Première dame de la République, Mme Lauriane Darboux-Doumbouya, lui confèrent ...



... le titre honorifique d'ambassadrice de bonne volonté pour la prévention de la transmission du Vih de la mère à l'enfant.



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse  
Tél. : +224 622 72 01 20  
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.  
makoura65@gmail.com  
+ 224 624 346 264  
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426  
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.  
contactlaguinee@gmail.com /  
ibrahimasy624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web, c'est sur www.actuguinee.org  
actuguinee.org@gmail.com  
https://www.facebook.com/actuguinee.org/  
Tél.: 622 46 29 29

## Les candidatures au Prix de l'Excellence en journalisme de l'ambassade des Etats-Unis sont ouvertes

Le Conseiller culturel et de presse, Alexander Hunt, a annoncé jeudi, 30 novembre 2023, l'ouverture des dossiers de candidature pour le Prix d'Excellence du journalisme de l'ambassade des États-Unis en Guinée.

M. Hunt a fait cette annonce devant des journalistes membres du Centre Américain Thurgood Marshall de Conakry.

Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 12 janvier 2024. Le site de soumission de candidature est celui de l'ICFJ : <https://icfj.tfaforms.net/4995116>

Pour ce premier Prix d'excellence en journalisme en Guinée, explique M. Hunt, les nominations sont effectuées par l'Ambassade des États-Unis en partenariat avec le Centre international pour les journalistes (ICFJ) basé à Washington, la capitale des États-Unis.

La commission de sélection sera composée du personnel de l'ICFJ, ainsi que d'organisations de la société civile guinéenne. C'est elle qui établira les règles et les procédures suivant lesquelles le jury va attribuer un prix dans 8 catégories.

**Le prix «célèbre et récompense les efforts des journalistes guinéens»**

« Ce prix est l'expression de notre soutien constant aux voix indépendantes et courageuses qui façonnent l'avenir démocratique de la Guinée, a-t-il déclaré. Il célèbre et récompense les efforts des journalistes guinéens dans la production de reportages de haute qualité, encourageant une presse libre et responsable qui est essentielle pour la démocratie et la transparence. »

Le prix est ouvert aux journalistes « travaillant dans des journaux, des magazines, des stations de radio et de télévision, des agences de presse, des producteurs indépendants et des sites d'information en ligne », a précisé M. Hunt.

« Les prix seront décernés dans huit catégories : Reportage audio, Reportage visuel, Reportage d'investigation, Rédaction éditoriale, Rédaction d'articles de fond, Courage journalistique, Journalisme de responsabilité et Reportage sur les questions essentielles de genre. Les lauréats recevront une invitation spéciale à participer à une formation intensive au journalisme de trois jours en Guinée en 2024. Les lauréats seront également éligibles à des bourses de reportage de 1 000 dollars, ainsi qu'à un mentorat individuel au cours de leurs projets de reportage »

Un communiqué disponible sur le site de l'ICFJ indique qu'«une même personne ne peut soumettre plus de trois candidatures. Une personne peut participer à plus d'un prix mais ne peut soumettre qu'une seule candidature par catégorie. Un même contenu ne peut être présenté dans plus d'une catégorie. Le matériel soumis doit être publié en Guinée par une entité d'édition active et avoir été publié en



M. Alexander Hunt se prend en photo avec les journalistes des médias publics et privés présents à la séance d'annonce officielle de l'ouverture des candidatures. (© Fournie)

français ou en anglais au cours de l'année civile 2023. Les textes, vidéos, audios et multimédias seront acceptés. »

Peuvent aussi participer au concours, tout journaliste freelance, photographe, caricaturiste, chroniqueur, blogueurs ayant « publié dans des journaux, magazines ou des sites d'information éligibles ».

Le Prix d'Excellence du journalisme de l'ambassade des États-Unis a été annoncé pour la première fois le mardi 19 septembre 2023 au cours d'une réception accordée à des responsables de médias et des journalistes de renom par l'ambassadeur des États-Unis en Guinée, SE M. Troy Fitrell. ■

Par Alpha Kéïta



### L'Ambassade des États-Unis COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contactez : la Section des Affaires Publiques, 224 629 000 423, [conakrypress@state.gov](mailto:conakrypress@state.gov)

Conakry, le 30 novembre, 2023

Pour diffusion immédiate

#### Prix d'Excellence en Journalism: Appel à Candidatures

Le Centre International pour les Journalistes, en partenariat avec l'Ambassade des États-Unis en Guinée, annonce la création du Prix d'Excellence en Journalism en Guinée. Le Prix récompensera les journalistes indépendants qui produisent des articles entreprenants du plus haut niveau et des reportages novateurs qui informent les communautés et demandent des comptes aux responsables publics. Le Prix est ouvert aux journaux, magazines, radios et télévisions, agences de presse, producteurs indépendants et sites d'information en ligne.

Ces Prix récompenseront l'excellence dans huit catégories : Reportage audio, Reportage visuel, Reportage d'investigation, Rédaction éditoriale, Rédaction d'articles de fond, Courage dans le journalisme, Service public dans le journalisme, et Reportage sur les questions essentielles de genre.

Les lauréats recevront une invitation spéciale à participer à un programme intensif de formation en journalisme de trois jours en présentiel en Guinée en 2024. Les lauréats pourront également bénéficier d'une bourse de reportage de mille dollars (\$1 000) ainsi que d'un mentorat individuel au cours de leurs projets de reportage.

Le Centre International pour les Journalistes vous invite à proposer la candidature d'un collègue ou la vôtre à ce Prix. Les candidats doivent être originaires de Guinée et avoir publié leur article en français ou en anglais au cours de l'année civile 2023. Nous acceptons les soumissions sous forme de texte, de vidéo, d'audio ou de format multimédia.

La date limite de soumission est fixée au 12 janvier 2024.

Adresse de soumission de candidatures: <https://icfj.tfaforms.net/4995116>

Hashtags possibles:

#JournalismExcellence  
#GuineaJournalismPrize  
#ApplicationsOpen  
#Guinea

###

Contact: Ousmane Barry - U.S. Embassy, Conakry – Press Assistant

Email: [ConakryPress@state.gov](mailto:ConakryPress@state.gov)

Phone : 224 629 000 423



Cofinancé par  
l'Union européenne

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### La Guinée et l'Equipe Europe lancent le projet d'appui à l'insertion et à l'emploi décent par la formation professionnelle



**Conakry, 28 novembre 2023** - Sous l'égide du Ministère de l'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et du Ministère du Plan et de la Coopération internationale, la République de Guinée, l'Union européenne, l'Allemagne, la Belgique et la France ont signé ce mardi 28 novembre à Conakry une lettre d'entente portant sur le programme d'appui à l'insertion et à l'emploi décent par la formation professionnelle (PAIED/FP).

La cérémonie de signature a été présidée par le Ministre de l'Enseignement Technique, la Formation Professionnelle et l'Emploi, M. Alpha Bacar Barry, en présence du Secrétaire Général du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Dr. Mamoudou Touré, des Ambassadeurs de l'Union européenne en Guinée, Mme Jolita Pons, de la France, M. Marc Fonbaustier, de la Belgique, M. Guy Hambrouck, et des représentants de l'ambassade d'Allemagne.

La signature de la lettre d'entente entre la Guinée, l'Union européenne et les trois Etats membres concernant le programme PAIED/FP, vise à accompagner le pays dans l'amélioration de l'accès des jeunes femmes et hommes à des emplois décents à travers l'amélioration de la formation professionnelle et la participation du secteur privé. Il s'agit d'un programme doté de **26,5 millions d'euros** (248,5 milliards de francs guinéens) reposant sur deux principaux leviers :

- L'amélioration de la qualité de la formation professionnelle à travers le renforcement des futurs formateurs et formatrices et l'amélioration de la capacité des centres de formation professionnelle proposant des filières porteuses.
- La mise en place de partenariat entre les structures de formation, le secteur privé et les autorités locales pour améliorer les mécanismes d'insertion professionnelle.

Le projet s'inscrit dans un cadre partenarial riche où trois agences de coopération européennes (AFD, ENABEL, GIZ) unissent leurs forces en intervenant en « Equipe Europe » sous la coordination globale de l'Agence française de développement (AFD).

#### Contacts presse :

Bureau d'appui à la Coopération européenne (BACUE) ;  
+224620026708 / +224664291814

Délégation de l'Union européenne : +224 622 35 20 71

### Dre Diaka Sidibé devient présidente du conseil des ministres de Wascal



Dre Diaka Sidibé nouvelle présidente du Conseil des ministres de WASCAL. (© DR)

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Dre Diaka Sidibé est la présidente du Conseil des ministres de WASCAL basé à Ouagadougou, au Burkina Faso. Le mardi 21 novembre 2023 à Accra, la capitale du Ghana, elle a été élue à l'unanimité par ses homologues. Le Wascal est une organisation portée par le conseil des ministres africains issus de 12 pays africains. L'organisation aide à « améliorer la projection de l'impact du changement climatique sur le développement économique de la région et les moyens d'informer les décideurs sur les politiques d'utilisation des terres

et encourager, promouvoir et entreprendre des recherches aux niveaux régional et national ».

Tout pays participe et bénéficie du programme de recherche de Wascal et du programme de recherche universitaire abrité par des écoles supérieures. ■

### Le ministre Mamoudou Nagnaleen Barry réunit 17 pays africains à Conakry autour de la sécheresse et de l'insécurité alimentaire



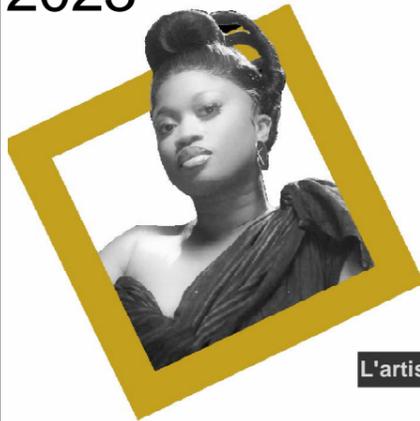
Le 22 novembre 2023, dix-sept pays africains étaient représentés à Conakry autour de la problématique de la sécheresse et de l'insécurité alimentaire.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Mamoudou Nagnaleen Barry (sur la photo), déclare que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des échanges du CILSS, le Comité permanent inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel qui rassemble plusieurs pays en proie à la sécheresse, au changement climatique et à son impact sur l'alimentation des populations vulnérables.

A Conakry, les participants ont fait une prévision de production céréalière et agricole des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la prévention de l'insécurité alimentaire et la famine.

Créé en septembre 1973, le CILSS contribue régulièrement à dresser l'état des lieux de la campagne agricole dans les différents pays, collecter et analyser les données agricoles, afin d'envisager des mesures de correction allant dans le sens de l'amélioration de la production céréalière et agricole dans la région ouest-africaine et le Sahel. ■

## La guinéenne Queen Rima parmi les dix finalistes du Prix Découvertes RFI 2023



### rfi Prix découvertes 2023



Votez jusqu'au 11 décembre sur [prixdecouvertes.com](http://prixdecouvertes.com)

L'artiste-chanteuse guinéenne Queen Rima fait partie des dix finalistes de l'édition 2023 du Prix Découvertes RFI.

Il n'est pas encore trop tard pour voter et faire gagner Queen Rima. Jusqu'au 11 décembre, sur [Prixdecouverte.com](http://Prixdecouverte.com), chacun peut soutenir et donner toutes les chances à la guinéenne de remporter le prix RFI découvertes 2023.

C'est l'appel lancé par les supporters de l'artiste-chanteuse sélectionnée parmi les 10 finalistes de l'édition de cette année, dont les résultats seront annoncés ce mercredi 13 décembre à 9H45 TU sur la radio mondiale et France24.

#### Dancehall woman la plus prometteuse

Ces dernières années, Queen Rima, qui s'est imposée comme la dancehall woman la plus prometteuse de la scène musicale guinéenne. Et elle ne souhaite pas rater sa deuxième occasion de remporter ce prestigieux prix de RFI. L'an dernier elle a été sélectionnée pour la finale. Mais le destin en a décidé autrement. Elle revient cette fois-ci encore, solliciter le vote de chacun et de tous pour remporter ce prix RFI découvertes qui va booster sa carrière sur le plan international.

Voter pour Queen Rima, c'est faire gagner la musique guinéenne. Il n'est pas tard de le faire sur sur le site de RFI Musique : <https://musique.rfi.fr>. Le vote est libre jusqu'au 11 décembre. Le temps d'un clic pour aider Queen Rima à rafler le prestigieux prix doté d'un montant

global et forfaitaire de 10 mille euros, soit près de 100 millions de francs guinéens et bien d'autres opportunités de signer des contrats, engranger des bénéfices et promouvoir son style musical sur les podiums culturels du monde francophone tel que ce fut le cas du Rnb

boss, Soul Bang's, lauréat du prix Découvertes RFI 2016. Si Queen Rima remporte ce concours, elle sera aux côtés de la grande Sia Tolno, lauréate du Prix Rfi Découvertes 2011. D'ici-là, seul le vote décide. Il lui permet de croire encore en ses chances de sortir vain-

queure après l'essai de 2022. Ce précieux vote l'aidera à devancer ses concurrents et convaincre le jury d'experts, présidé par le guinéo-français Black M qui a communié avec le public ce 25 novembre 2023 au Palais du peuple lors de l'élection Miss Guinée.

Notons que Queen Rima est opposée en final à Amadeus (Sénégal), Aynah (Madagascar), Jessy B (République du Congo), Jozie (Sénégal), Kaya Byinshii (Rwanda), Lil K HPB (Burundi), Niaka Sacko (Mali), et Oprah (Côte d'Ivoire). ■

Par Ahmed Tidiane Diallo

#### Sagesse

- 1 Les fruits défendus sont les meilleurs.
- 2 La réalité dépasse la fiction.
- 3 Qui ramasse des chardons doit s'attendre à être piqué.
- 4 A bon vin point d'enseigne.
- 5 Les bonnes paroles ne brisent pas les os.



# GUINEE TREK AVENTURE

## IL EST TEMPS DE VOYAGER !

Contact : +224 625-61-00-25

[www.guineetrekaventure.com](http://www.guineetrekaventure.com)



## Avis d'Appel d'Offres AAO N°:009/SONAP/2023

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans :

- a) Le Journal ..... N° ..... 2023 ;
- d) Le Journal ..... N° ..... 2023 ;
- c) Le Journal ..... N° ..... 2023 ;

2. La Société Nationale des Pétroles (SONAP) S.A. a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2023 des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à **la fourniture des outils Promotionnels**.

Les biens seront livrés dans les locaux de la Société Nationale des Pétroles (SONAP S.A.) pour un délai de livraison de trente (30) jours.

3. La Société Nationale des Pétroles (SONAP) S.A. sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour les fournitures relatives à **la fourniture des outils Promotionnels**.

La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations à la Société Nationale des Pétroles auprès du **Responsable de la Passation des Marchés Publics**, Tél : **621 20 98 73 / 622437265** et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Service Passation des Marchés de la Société Nationale des Pétroles (SONAP)** du lundi au jeudi de **9h à 16h 30** et le **vendredi de 9h à 12h**.

5. Les exigences en matière de qualification sont : (*voir le document d'Appel d'Offres pour les informations détaillées*).

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, à compter du **20/11/2023** contre un paiement de deux millions de Francs Guinéens (2 000 0000 GNF). La méthode de paiement du Dossier d'Appel d'Offres se fera à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et à Ecobank de la manière suivante :

- ✓ 20% au compte N°7308038999 de la SONAP S.A. ouvert à Ecobank ;
- ✓ 50% au compte N°74111071 du receveur spécial du Trésor;
- ✓ 30% au compte N°2011000407 de l'ARMP ouvert à la BCRG;

Le document d'Appel d'Offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés après présentation des reçus de versement ou adressé à leurs frais.

7. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies à l'adresse ci-après ; **Secrétariat Central, Société Nationale des Pétroles, Conakry**, au plus tard, le **20/12/2023 à 10h 00mn**.

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux soumissionnaires concernés sans être ouvertes.

8. Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur de la Direction Général du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP), d'un observateur indépendant de l'Autorité de Régulation des Marchés et des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et à l'adresse: **Service de Passation des Marchés, Société Nationale des Pétroles (SONAP S.A.), Conakry**, au plus tard, le **20/12/2023 à 10h 30mn**.

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant égal au minimum à **1,5% du montant de l'offre et d'une validité de Cent vingt (120) jours**.

Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de 0.60% du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres, joint en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres.

Les offres doivent comprendre les frais d'immatriculation du contrat fixés à 0,3% du montant hors taxes, conformément à l'article premier de l'arrêté A/2023/MEF/CAB/SGG du 23 mars 2023 portant attribution et organisation de la Direction Général du Contrôle des Marchés publics.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **Quatre-vingts (90) jours** à compter de la date limite de soumission.

Conakry, le 16/11/2023

**Le Directeur Général**



**Amadou DOUMBOUYA**

Libre Tribune / Par Oleg Nesterenko, Président du CCIE

# L'Ukraine : la préparation de la capitulation

Cette semaine, Oleg Nesterenko rappelle ce qu'il a déjà mentionné comme «éléments constitutifs de la future défaite de Kiev» pour analyser «La capitulation» de l'Ukraine «et le transfert des responsabilités». Bonne lecture !



Oleg Nesterenko  
Président du CCIE  
www.c-cie.eu



Aujourd'hui, la Russie reste stationnée d'une manière inébranlable sur ses positions acquises sur le front et ne se contente qu'à épuiser les dernières forces matérielles et humaines restantes de l'armée ukrainienne. Ceci n'est ni un signe de faiblesse, ni, encore moins, un hasard. Les thèses ukraino-occidentales stipulant que la Russie a visé la disparition de l'Etat ukrainien en tant qu'entité étatique sont, tout simplement, fantaisistes et ne sont que le reflet d'amateurisme déconcertant de leurs auteurs. (© DR)

Depuis le début du désastre de la contre-offensive ukrainienne face aux troupes russes suivi de la compréhension par les partenaires occidentaux de la faillite de leur projet sur le territoire de l'Ukraine, le pouvoir à Kiev s'est retrouvé devant une réalité effroyable : le refus de la continuation des investissements venus des sources qui lui ont assuré auparavant d'être impérissables - le début de la fin du règne de Zelensky et de son entourage. Pourtant, une telle fin était parfaitement prévisible. Seule

l'ignorance de l'histoire et du mode opératoire doctrinal des protagonistes nous condamne à sa répétition. Dans mon analyse datant d'un an « *La guerre en Ukraine : les véritables raisons du conflit* » j'ai déjà mentionné les éléments constitutifs de la future défaite de Kiev : {... Au moment venu, quand le pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à atteindre le seuil de satisfaction est trop faible - il abandonnera le régime de Kiev.

L'abandonnera de la même manière que le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accompli, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui

n'engageait que ceux qui l'écoutaient. De ce fait, et vu que malgré la pression des sanctions occidentales sans précédent la Russie dispose toujours de finances publiques saines, dette négligeable, balance commerciale excédentaire et aucun déficit budgétaire - le conflit en

Ukraine ne peut ne pas être importé par les Russes, dans une forme ou une autre. De plus que, élément fondamental : pour la Fédération de Russie ceci est un élément existentiel ; pour les Etats-Unis d'Amérique, comme déjà mentionné, il ne l'est pas. ...}

Suite à la page 11

**Mirpain**  
Milling & Baking Ingredients

**Améliorant Pour La Panification**

**620 832 972 / 655 400 400**

**Améliorant Pour La Panification**

Suite de la page 10

### Les intentions initiales des Russes

Les pseudos experts du camp Occidental n'ont trouvé qu'une parade pour justifier leur grave manque de vision, d'anticipation et d'évaluation du potentiel de Moscou : répéter les mantras sur l'impuissance de la Russie à continuer à mener la guerre, vu qu'elle reste sur ses positions et n'avance guère sur le front depuis un an.

La myopie analytique ne leur permet pas de percevoir la réalité dérangeante. Si la Fédération de Russie a eu l'initiative unilatérale au début de la guerre de proposer la signature de l'accord de paix qui devait avoir lieu à Istanbul, à l'époque quand elle était incontestablement en position de force, y compris selon le point de vue du camp « atlantiste » - cela ne signifie qu'une seule chose : au moment d'entrer dans la négociation Moscou avait déjà obtenu la satisfaction au niveau des acquis territoriaux (les territoires pro-russes récupérés à l'Ukraine) et il ne lui restait qu'à obtenir de Kiev l'engagement sur son statut de neutralité vis-à-vis de l'OTAN, soit l'assurance juridique de la non présence des forces armées du camp ennemi sur le territoire de l'Etat tampon qu'est devenu l'Ukraine pour la Russie depuis 1991.

Aujourd'hui, la Russie reste stationnée d'une manière inébranlable sur ses positions acquises sur le front et ne se contente qu'à épuiser les dernières forces matérielles et humaines restantes de l'armée ukrainienne. Ceci n'est ni un signe de faiblesse, ni, encore moins, un hasard.

Les thèses ukraïno-occidentales stipulant que la Russie a visé la disparition de l'Etat ukrainien en tant qu'entité étatique sont, tout simplement, fantaisistes et ne sont que le reflet d'amateurisme déconcertant de leurs auteurs. Les événements qui ont eu lieu à Istanbul au début de la guerre en sont la preuve : si Moscou avait comme objectif la disparition de l'Ukraine - jamais elle ne serait mise autour d'une table de négociation de sa propre initiative au tout début de la guerre, tandis qu'elle dominait la situation sur le terrain et quand ses troupes étaient positionnées dans les faubourgs de Kiev qui se trouvaient en état de chaos. Les troupes qui n'ont été retirées qu'en gage de bonne volonté au moment de la signature de l'accord d'Istanbul par la partie ukrainienne. Signature suivie de l'annulation au lieu de la ratification.

### La révélation

Vingt mois se sont écoulés depuis les événements mentionnés. Ce fin novembre 2023, un personnage très controversé de la scène politique ukrainienne a été mis sur le devant de la scène dans l'espace médiatique ukrainien et a fait des révélations qui ont produit l'effet de l'explosion d'une bombe auprès de l'opinion publique ukrai-



Dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » par David Arakhamia a évoqué - la visite de Boris Johnson à Kiev : « ... Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ». (© Anadolu Ajansi)

nienne. Révélation, considérée par la communauté d'experts ukrainiens comme la plus scandaleuse de l'année en cours. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » par David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti « Serviteur du Peuple » (parti politique de V. Zelensky), il a évoqué les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne. Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité -

Suite à la page 12

# Guinée Trek Aventure

Il est temps de Voyager

Réservez vite:

+224-625-61-00-25

guineerando@gmail.com



Etant à l'opposé de tout ce qui était servi par l'appareil de la propagande étatique inégalé agissant en Ukraine et dans les pays occidentaux depuis bientôt deux ans, les informations révélées ce fin novembre 2023 ont provoquées une véritable stupéfaction auprès des masses ukrainiennes auparavant formatées et endoctrinées par des récits de toute autre nature. Pourtant, pour des esprits non aveuglés par des narratifs « otaniens » les choses ont été d'une évidence flagrante dès le début du conflit en cours. (© DR)

#### Suite de la page 11

comme la Finlande autre fois – et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

Il a également mentionné que les « conseillers à la sécurité » de Washington, de Londres, de Varsovie et de Berlin ont eu accès à l'intégralité des documents discutés sur la table de négociation.

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il en n'a évoqué qu'une seule - la visite de Boris Johnson à Kiev : « ... **Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».**

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ». Cet illustre personnage termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont (les russes) décontractés, sont partis – et nous avons pris la direction de la solution militaire ».

<https://www.youtube.com/watch?v=CkLloFfIDs8>

Cette révélation télévisée a fait découvrir au grand public ukrainien la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée dans ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle

a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays qui prendront des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

#### Le rappel

Etant à l'opposé de tout ce qui était servi par l'appareil de la propagande étatique inégalé agissant en Ukraine et dans les pays occidentaux depuis bientôt deux ans, les informations révélées ce fin novembre 2023 ont provoquées une véritable stupéfaction auprès des masses ukrainiennes auparavant formatées et endoctrinées par des récits de toute autre nature. Pourtant, pour des esprits non aveuglés par des narratifs « otaniens » les choses ont été d'une évidence flagrante dès le début du conflit en cours.

Lors de mon interview du mois de mai 2023 à la publication française « l'Eclaireur des Alpes », cette réalité était déjà évoquée non pas comme l'une des probabilités, mais comme l'unique évidence avec des conséquences immédiates appropriées :

{... **L'Eclaireur - La Russie n'a-t-elle pas néanmoins sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens ?**

**Oleg Nesterenko -** Rappelez-vous les expertises sérieuses qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement de la guerre, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie. Contrairement aux informations

développées dans les mass médias occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont eu nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions.

Mes paroles peuvent paraître étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociation pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation en étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées. A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir : **dans le cadre de négociation, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil. Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout**

**simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental.** Les événements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord. Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires ukrainiens, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattants en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. ...}

<https://eclaireur.substack.com/p/sans-le-coup-d-etat-de-2014-ukraine>

#### La capitulation et le transfert des responsabilités

Dans cet interview de David Arakhamia, l'une des personnes-clés de la politique de l'Ukraine d'aujourd'hui, en parlant de plusieurs sujets il a également évoqué la nécessité d'organiser un référendum national sur la question des éventuelles concessions territoriales à la Russie en échange de l'accord de paix.

La signification de cette déclaration est d'une importance stratégique : le régime de Kiev prépare auprès de l'opinion publique du pays non seulement sa capitulation, mais également, et surtout, le transfert sur les épaules du peuple ukrainien meurtri depuis bientôt deux ans de la responsabilité de sa politique désastreuse mise en place par le camp occidental américano-centrique qui a provoqué des centaines de milliers de morts et a dévasté le pays. Ainsi, ce n'est pas le régime en place, mais soi-disant le peuple qui devra prendre la décision et sur la cessation de guerre et sur la perte des territoires nationaux.

Nul doute que ce simulacre de référendum ou une initiative similaire aura lieu. Le fait que Zelensky a déjà annoncé que cela sera à la limite de l'impossible de mettre en place et de réaliser les futures élections présidentielles du 31 mars 2024, car, pour commencer, une partie non négligeable de la population se situant à l'étranger, sur les champs de batailles ou sur les territoires occupés par la Russie n'aura pas l'accès physique aux centres de vote - ce fait ne sera certainement pas un obstacle pour organiser la passation de la lourde responsabilité de la perte de la guerre sur les épaules du peuple ukrainien.

Néanmoins, si son excellence monsieur le président Volodymyr Zelensky, étant d'ores et déjà un cadavre politique, n'est pas en train de préparer la passation du pouvoir vers le parlement ukrainien (Verhovna Rada) aussi ultranationaliste et corrompu que lui-même, et ceci est en dehors de tout processus électoral - ce qui est hautement probable - des surprises fort désagréables l'attendent dans un avenir proche. ■

Par **Oleg Nesterenko**,  
Président du CCIE